



## CARACTERISTIQUES DE LA CUMA

Nombre total d'adhérents à la CUMA : |\_|\_|

### a) Adhérents participant à l'investissement :

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la coopérative a plus de 10 adhérents participant à l'investissement.

N°	Nom de l'adhérent participant à l'investissement	N° SIRET	Localisation du siège	Filière dominante	Démarche(s) qualité (AB, AOC, IGP, Label rouge, STG, cahiers des charges régionaux)	% SAU en zone Massif Vosgien (1)	Surface en herbes dans une zone à enjeu eau prioritaire (1)	Nb de JA (2)	Nb jeunes installés sans aide (3)
1							oui non		
2							oui non		
3							oui non		
4							oui non		
5							oui non		
6							oui non		
7							oui non		
8							oui non		
9							oui non		
10							oui non		

(1) La zone à enjeu eau prioritaire cible uniquement les aires d'alimentation des captages dégradés du SDAGE. Elle peut être complétée selon les appels à projets par les bassins versants prioritaires. La zone Massif vosgien est définie par la Région. Les listes des communes concernées par ces zonages sont consultables au lien suivant : <http://www.europe-en-alsace.eu/mesure/cooperative-dutilisation-de-materiel-agricole-cuma/> **RENSEIGNER LE TABLEAU EN PAGE 3 SI CONCERNE**

(2) JA = Jeune agriculteur tel que défini dans l'art. 2.1 du R(UE) 1305-2013 au moment de la demande d'aide, qui est en cours d'installation comme chef d'exploitation ou qui s'est installé depuis moins de 5 ans. Le JA remplit les 4 conditions suivantes :

1/ ne pas être âgé de plus de 40 ans au moment du dépôt de la demande d'aide,

2/ disposer de la capacité Professionnelle Agricole (CPA), condition de diplôme complétée du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP),

3/ avoir déposé une demande d'aide à l'un des dispositifs du PDR, postérieurement ou simultanément au dépôt de sa demande d'aide à l'installation, ou être considéré comme installé avec le bénéfice des aides à l'installation depuis moins de 5 ans

4/ les investissements prévus dans la demande d'aide au dispositif du PDR doivent être inscrits dans le projet de développement de l'exploitation (cf. Plan d'Entreprise).

(3) jeunes installés sans aide = jeunes installés avant l'âge de 40 ans et il y a moins de 4 ans, sans aide à l'installation mais ayant suivi le parcours d'installation et validé un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP)





## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers publics sollicités : (exemple : Etat, Région, Département, Commune de .... etc)	Montant prévisionnel (€)
Région	
AERM	
<b>Sous-total financements publics (1) :</b>	
<b>FEADER sollicité (2) :</b>	
<b>Financiers privés sollicités : (à préciser)</b>	
<b>Sous-total financements privés (3)</b>	
<b>Autofinancement :</b>	
Fonds propres	
Emprunt	
<b>Autofinancement (4)</b>	<b>€</b>
<b>Total (1) + (2) + (3) + (4)</b>	

(\*) : s'assurer que le coût total du projet correspond au total des dépenses prévisionnelles

### Situation au regard des emprunts :

Identification du prêteur :		
Le projet bénéficie-t-il ou bénéficiera-t-il d'un prêt bonifié ?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

**Je demande** à bénéficier des aides au titre du présent type d'opération.

**J'atteste sur l'honneur :**

- Respecter les règles d'éligibilité temporelle rappelées dans la notice,
- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice,
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et ses annexes ainsi que dans les pièces justificatives jointes,

**Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- A informer la Région de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A mettre en place la communication sur le soutien de l'Union européenne (règles détaillées dans la notice)
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « plan de financement du projet »,
- Pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER et des aides nationales:
  - Le cas échéant, à poursuivre mon activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement mon activité ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
  - A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides,
  - A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet,
- Pendant 10 années à compter de la date de signature de la décision/convention d'attribution de l'aide FEADER :
  - A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente: notamment factures acquittées et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses de rémunération (rapport détaillé d'activité), état récapitulatif des dépenses certifié, état récapitulatif des recettes certifié, comptabilité...
  - A permettre / faciliter l'accès à mon entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles.
- Dans le cas où je suis(nous sommes) bénéficiaire(s) d'un financement de l'Agence de l'Eau pour l'acquisition d'un matériel spécifique de gestion des surfaces en herbe, je m'engage (nous nous engageons) à maintenir ou augmenter mes(nos) surfaces en herbe dans l'aire d'alimentation de captage et de façon globale sur l'exploitation pendant au moins 5 ans à compter de la date de signature de la décision/convention d'attribution de l'aide FEADER et des aides nationales.

**Je suis informé(e)** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé(e)** que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union.

**Je suis informé(e)** que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt et la Région. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise  je n'autorise pas <sup>(1)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(1)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Nom, prénom, signature du Président de la CUMA et cachet :

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
<b>a) Formulaire de demande d'aide</b>		
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé et ses éventuelles annexes	<input type="checkbox"/>	
<b>b) Pièces communes</b>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis*, attestations, éventuellement fiches de paie antérieures...) <i>* Fournir plusieurs devis différents selon le montant des dépenses (cf notice point 4. Pièces à joindre)</i>	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire	<input type="checkbox"/>	
Bilan et compte de résultat approuvés et signés, rapport expert-comptable du dernier exercice	<input type="checkbox"/>	
<b>c) Pièces relatives au plan de financement</b>		
Pour les projets financés par crédit-bail : contrat de crédit-bail et échéancier des loyers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>d) Pièces relatives aux projets de travaux</b>		
En cas d'acquisition immobilière: un titre de propriété et un document justifiant le caractère onéreux si ce titre ne le spécifie pas.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les projets d'immeubles et les travaux : un justificatif de propriété ou l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux, le permis de construire ou de permis d'aménager, le récépissé de dépôt de la demande de permis de construire et l'attestation de la mairie prouvant que le permis a été accepté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les projets d'immeubles et les travaux : le plan de situation, le plan cadastral, le plan de masse des travaux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>e) Pièces relatives à l'identification du demandeur</b>		
Agrément coopératif de la CUMA et statuts	<input type="checkbox"/>	
Liste complète et à jour des adhérents de la CUMA (nom, statut et capital social détenu) visée du Président	<input type="checkbox"/>	
Extrait K bis, registre ou répertoire	<input type="checkbox"/>	
Copie d'écran de la base SIRENE datée	<input type="checkbox"/>	
<b>f) Autres pièces</b>		
En cas de présence de JA ou de jeunes installés sans aide (Cf tableau page 2 « adhérents participant à l'investissement ») : une copie du certificat de conformité JA ou une attestation d'affiliation MSA et copie de la carte d'identité (pour les jeunes installés sans aide)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif(s) de l'adhésion à une ou plusieurs démarches qualité (productions sous signe officiel de qualité ou sous cahiers des charges régionaux)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif(s) d'intégration dans une démarche collective (mise en marché collective, programme action réduction des intrants, GIEE...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité vis-à-vis des obligations de cotisation professionnelles de la CUMA (Haut Conseil de la coopération / Coop de France)	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité sociale précisant que la CUMA est à jour de ses cotisations sociales	<input type="checkbox"/>	
Si les adhérents participant à l'investissement sont concernés par les colonnes (1) relatives à la zone Massif vosgien, alors transmettre le dernier relevé parcellaire à jour fourni par la MSA par adhérent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**NB : le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du projet**

## CONTACTS ET DEPOT DE LA DEMANDE D'AIDE

Dépôt de **deux exemplaires** de la demande d'aide à l'adresse suivante (en conserver un troisième exemplaire) :

**Région Grand Est**  
Direction Europe et International  
Service Développement rural Alsace  
1 place Adrien Zeller  
BP 91006  
67070 STRASBOURG CEDEX  
Tel : 03 88 15 38 80

## ANNEXE 1 : AMELIORATION DU NIVEAU GLOBAL DES RESULTATS DE LA CUMA

### a) Critères environnementaux :

Le projet a un impact sur :

- **L'économie de la ressource en eau**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **La diminution des apports de fertilisants chimiques**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **La diminution usage des produits phytosanitaires, engagement programme ecophyto**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **La diminution des gaz à effet de serre**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **L'amélioration sobriété énergétique**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **La certification AB, certification HVE niveau 2 ou 3, charte Production Fruitière intégrée**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **Une meilleure gestion des effluents**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **L'adhésion à un GIEE**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

**b) Critères économiques :**

Le projet a un impact sur :

- **La diversification de la production**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **L'augmentation de la valeur ajoutée**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **La baisse des coûts de production**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **La diminution des charges d'exploitation**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

**c) Critères sociaux :**

Le projet a un impact sur :

- **L'amélioration des conditions de travail**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **L'augmentation du nombre d'adhérents à la CUMA**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **Le développement territorial**  oui  non

Situation avant/après projet : .....

Argumentation : .....

- **La création d'emplois au sein de la CUMA ou des exploitations adhérentes**  oui  non

Nombre d'emplois créés : .....

Détail des postes : .....

## ANNEXE 2 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX INDICATEURS

- **Au moins 1 installé depuis - de 5 ans**       oui avec DJA       oui sans DJA       non
  
- **Au moins une adhésion à un GIEE**       oui       non
  
- **Au moins un adhérent AB**       oui : au moins une exploitation reconnue AB ou en conversion partiellement  
     oui : au moins une exploitation reconnue AB ou en conversion en totalité  
     non
  
- **Au moins un adhérent en démarche qualité**       Signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO)  
     Mention Valorisante (MV)  
     Certifications de conformité des produits (CCP)  
     Bienvenue à la Ferme  
     Bienvenue chez le vigneron indépendant d'Alsace  
     Cahier des charges régional : .....  
     Blanc Bleu Cœur  
     Autre : .....
  
- Si SIQO (hors bio) précisez       Appellation d'origine protégée  
     Indication géographique protégée  
     Label rouge  
     Spécialité traditionnelle garantie
  
- Si MV précisez       Montagne  
     Fermier  
     Haute valeur environnementale niveau 2  
     Haute valeur environnementale niveau 3
  
- **Au moins une exploitation ayant une MAEC système**       oui : demandée  
     oui : engagée  
     non
  
- Si oui précisez       MAE système hors axe 4 PCAE  
     SGN1 : opération systèmes grandes cultures niveau 1  
     SGN2 : opération systèmes grandes cultures niveau 1  
     SPM1 : opération systèmes polyculture-élevage d'herbivores (dominante élevage – maintien)  
     SPE1 : opération systèmes polyculture-élevage d'herbivores (dominante élevage – évolution)  
     SHP1 : opération individuelle systèmes herbagers et pastoraux  
     SHPC : opération individuelle systèmes herbagers et pastoraux (surfaces cibles)

• **Orientation principale du projet :**

- |   |   |  |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> Viticulture d'appellation  | <input type="checkbox"/> Bovins lait                      | <input type="checkbox"/> Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux) |
| <input type="checkbox"/> Autre viticulture  | <input type="checkbox"/> Bovins lait et viande            | <input type="checkbox"/> Porc engraissement                                  |
| <input type="checkbox"/> Arboriculture  | <input type="checkbox"/> Bovins viande engraisseur        | <input type="checkbox"/> Truies reproductrices                               |
| <input type="checkbox"/> Autres fruits en cultures pérennes                               | <input type="checkbox"/> Bovins viande naisseur           | <input type="checkbox"/> Poules pondeuses                                    |
| <input type="checkbox"/> Plantes à parfum, aromatiques et médicinales                     | <input type="checkbox"/> Veaux de boucherie               | <input type="checkbox"/> Poulets de chair                                    |
| <input type="checkbox"/> Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)          | <input type="checkbox"/> Ovin lait                        | <input type="checkbox"/> Autres volailles                                    |
| <input type="checkbox"/> Légumes frais de plein champ                                     | <input type="checkbox"/> Ovin viande                      | <input type="checkbox"/> Polyélevage orientation granivore                   |
| <input type="checkbox"/> Maraîchage (dont melon et fraise)                                | <input type="checkbox"/> Caprin lait                      | <input type="checkbox"/> Palmipèdes foie gras                                |
| <input type="checkbox"/> Tabac  | <input type="checkbox"/> Caprin viande                    | <input type="checkbox"/> Autres palmipèdes                                   |
| <input type="checkbox"/> Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures) | <input type="checkbox"/> Ruminant mixte                   | <input type="checkbox"/> Abeilles  |
| <input type="checkbox"/> Polyculture  | <input type="checkbox"/> Lapins                           | <input type="checkbox"/> Autres associations (hors abeilles)                 |
| <input type="checkbox"/> Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)             | <input type="checkbox"/> Autres herbivores (dont chevaux) | <input type="checkbox"/> Exploitation(s) non classée(s) :                    |
- .....